Déclaration de M. Jean-Marc Ayrault, ministre des affaires étrangères et du développement international, sur la situation en Syrie, à Moscou le 6 octobre 2016.

2016-10-06

D'abord je voudrais remercier mon collègue Sergueï Lavrov pour son accueil et aussi pour la discussion utile que nous venons d'avoir ensemble. Depuis plusieurs semaines, le monde regarde avec effroi la situation à Alep car ce qui s'y passe est sans précédent dans ce pays. Jamais, en cinq ans de conflit en Syrie, pourtant c'est un conflit meurtrier, - plus de 300.000 morts, 10 millions de personnes déplacées ou réfugiés, c'est-à-dire pratiquement la moitié de la population syrienne qui a quitté le pays -, jamais un tel niveau de violence n'a été atteint. Les attaques indiscriminées continuent, les barils de bombes, le ciblage délibéré des hôpitaux mais aussi des personnels de santé. Rien ne saurait justifier un tel déluge de feu et de mort qui frappe avant tout les populations civiles prises au piège, dont les enfants et les femmes.

Le secrétaire général des Nations unies a même parlé de crimes de guerre ; c'est incontestablement une accusation grave qui ne fait que refléter la réalité de ce qui se déroule sous nos yeux. La France s'indigne elle aussi, mais la France ne se résigne pas, la France se mobilise et agit pour la paix.

Pour mettre fin au martyre d'Alep, nous avons en effet mis sur la table un projet de résolution constructive au conseil de sécurité. Cette résolution est simple et claire, elle garantit deux choses si elle est adoptée : l'arrêt immédiat des bombardements à Alep et l'accès immédiat de l'aide humanitaire à destination des civils qui l'attendent désespérément depuis des mois, je le rappelle.

Des discussions sont en effet en cours au conseil de sécurité avec nos représentants permanents. Nous avons progressé dans un esprit constructif, nous sommes déjà parvenus à un résultat mais il y a encore des blocages et ce sont ces blocages qu'il faut lever pour permettre d'adopter cette résolution. Il y a encore beaucoup de travail à faire. Je le dis sincèrement, la situation est grave, c'est la raison pour laquelle j'ai voulu m'entretenir personnellement avec Sergueï Lavrov ici à Moscou. Je souhaitais lui redire, les yeux dans les yeux, avec franchise et sincérité : «personne ne peut tolérer cette situation.» La France ne peut pas le tolérer, la Russie non plus ne doit pas le tolérer. C'est en tout cas ce que j'ai dit à Sergueï Lavrov. Je le lui ai dit en ami, en partenaire et je l'ai dit sans arrière-pensée.

Sergueï Lavrov m'a fait part de sa vision, de ses préoccupations, je lui ai répondu : «comme la Russie, la France souhaite un engagement sans ambiguïté de la communauté internationale contre le terrorisme.»

Sur ce point, je voudrais faire deux remarques : en ce qui concerne la France, vous le savez, elle a été frappée durement par le terrorisme depuis des mois. Elle est totalement engagée dans la coalition contre Daech et elle est mieux placée que quiconque pour connaître l'importance de la lutte contre le terrorisme.

Nous sommes engagés contre le terrorisme en Afrique et notre intervention a permis d'empêcher les djihadistes d'occuper le Mali ; aujourd'hui, ils contrôleraient une grande partie de l'Afrique de l'Ouest. Nous avons pris nos responsabilités. Nous le faisons en Irak, en Syrie et nous savons aussi que, pour éradiquer ce fléau qui s'installe et qui touche beaucoup de pays dans le monde, il faut arrêter de lui donner des arguments, des prétextes pour sa propagande. C'est vrai qu'en bombardant aveuglément Alep, c'est-à-dire la population civile, le régime syrien et ses soutiens alimentent ce phénomène extrêmement grave et dangereux de la radicalisation qui touche également les personnes résidant dans nos pays, pas seulement en France mais aussi en Russie, on le sait. Ces bombardements, cette violence créent de nouveaux djihadistes, les djihadistes de demain. Il faut donc stopper, à la fois le massacre, mais aussi, stopper la spirale qui renforce le terrorisme.

Mettre un terme au martyre d'Alep, voilà mon message. C'est un message humanitaire, c'est un message d'humanité, celui des 250.000 civils syriens qui sont pris au piège là-bas, mais c'est aussi le message de tous ceux qui, comme la France sont résolument engagés dans la lutte contre le terrorisme et qui savent que nous paierons, un jour ou l'autre, le prix des atrocités commises aujourd'hui à Alep. Il n'est pas trop tard pour y mettre fin ; c'est pourquoi je suis venu.

Ensuite, je continuerai à discuter à Washington avec nos partenaires américains, en souhaitant vraiment, ardemment, sincèrement, que nous puissions rapprocher nos points de vue, pour que le conseil de sécurité, c'est-à-dire cette instance multinationale à laquelle nous croyons les uns et les autres, puisse pleinement jouer son rôle, et adresser un message fort, un message d'espoir d'abord aux populations d'Alep, mais aussi un message d'espoir à ceux qui veulent la méthode de la négociation pour construire la paix en Syrie.

Q - J'ai une question pour les deux ministres concernant la résolution française sur le (inaudible) des hostilités à Alep. Cette résolution correspond-elle aux exigences de Moscou concernant les différences entre l'opposition modérée et les terroristes ? Quel point faudrait-il modifier pour que la Russie soutienne ce projet ? Et quelle forme de responsabilité faudrait-il introduire dans le projet de résolution pour ceux qui violent le système de cessez-le-feu ? Qui devrait définir qui a violé ce régime ? Ou est-ce qu'il y aura un mécanisme spécial pour cela ?

Je voudrais également posé la question au ministre français : les médias ont diffusé l'information que l'Allemagne prépare les nouvelles sanctions contre la Russie à cause de la situation en Syrie. Est-ce que la France est prête à supporter cette initiative allemande ? Merci.

(...)

R - Pour nous, il est clair - j'ai évoqué la lutte de la France contre le terrorisme ? que, quelle que soit sa forme, le terrorisme doit être combattu avec la même force. C'est vrai pour Daech, l'État islamique ; c'est vrai pour al-Nosra, qui d'ailleurs a changé de nom, il s'appelle maintenant Fatah al-cham qui est en Syrie et qui appartient à la famille d'al-Qaïda ; c'est comme Boko Haram en Afrique. Nous combattons le terrorisme sans ambigüité, donc c'est vrai aussi en Syrie.

Et il est évident qu'une résolution - en souhaitant qu'elle soit adoptée - doit faire mention de la lutte contre le terrorisme sous tous ses aspects. Il n'y a donc absolument aucun malentendu, aucune ambigüité. En tout cas, pour la France, il n'y en a pas.

Vous avez évoqué aussi le mécanisme de suivi en cas de violation du cessez-le-feu. Il faut aussi travailler pour améliorer ce qui existe. La France a fait des propositions, elles sont sur la table, elles ne sont pas à prendre ou à laisser, ce n'est pas le but ; le but, c'est l'efficacité, c'est d'avoir le mécanisme le plus efficace possible qui permet en temps réel de vérifier toutes violations au cessez-le-feu, et cela, bien entendu, dans le respect des résolutions du conseil de sécurité des Nations unies, c'est-à-dire des décisions prises dans le cadre des institutions multilatérales et le respect du droit.

Ensuite, vous avez évoqué la question des sanctions, les sanctions concernant la Russie existent, Sergueï Lavrov vient de le rappeler. Elles sont liées à la mise en oeuvre des accords de Minsk pour régler la question ukrainienne. Pour y parvenir, nous avons un mécanisme qui s'appelle le « format Normandie » créé à l'initiative de la France, avec la participation de la Russie, de l'Ukraine, de l'Allemagne et de la France. Nous nous réunissons régulièrement. C'est là que nous devons agir et j'espère que nous allons progresser rapidement dans les prochains jours.

Par ailleurs, je reviens sur votre question concernant la Syrie. Je suis venu aujourd'hui pour la question de la Syrie et pour la question d'Alep. Je ne viens pas avec des menaces, je viens pour partager un constat, celui du drame humanitaire à Alep et pour rechercher des solutions pour sortir de ce massacre. C'est cela le but, il n'y en a pas d'autre. Nous avons devant nous encore du temps, mais le temps passe, le temps presse car, chaque jour, ce sont des victimes supplémentaires.

Nous sommes là à Moscou, demain matin à Washington, et le conseil de sécurité se réunit en permanence, en temps réel. Donc, si nous mettons toutes nos forces, notre intelligence,

nos convictions pour sauver la paix, alors nous le pouvons : nous le verrons dans les prochaines heures. En tout cas, la France ne renoncera à aucun effort et c'est le sens de ma visite.

Q - Au début du conflit Syrien, la France soutenait les rebelles en livrant des armes mais après les attentats la France a changé d'approche en abandonnant la tactique ni Assad, ni Daech et pris ces derniers pour cible. Vous revenez désormais à une virulente critique de Moscou pour son soutien au gouvernement syrien. Qu'elle est l'étape suivante, ne serait-ce pas le retour de l'emploi la force contre Bachar al-Assad ?

R - Notre position est très claire ; nous nous inscrivons dans l'esprit et la lettre des résolutions du conseil de sécurité des Nations unies qui prévoient les conditions des négociations. Il n'y pas d'autre stratégie pour la France. Et nous appelons de nos voeux la reprise des négociations à Genève ; et pour cela il faut que les conditions soient créées. Et pour que les parties concernées par ces négociations, donc l'opposition modérée - celle qui ne s'inscrit pas dans l'action des djihadistes comme al-Nosra, c'est clair je le répète encore - ne reviendra pas à la table des négociations, et c'est compréhensible, si on continue à bombarder Alep et à massacrer la population civile.

La France n'est pas belligérante dans le conflit syrien, elle n'a pas de troupes au sol. Simplement la France se bat, dans le cadre d'une coalition, contre le terrorisme par l'intermédiaire de frappes aériennes. Elle n'intervient pas militairement et donc nous n'avons pas changé. La Russie n'est pas notre adversaire mais elle soutient le régime de Bachar al-Assad, y compris d'un point de vue militaire ; il est donc légitime que nous posions des questions à la Russie. Ce n'est pas un affront, c'est une réalité et nous devons convaincre tout le monde que l'on peut revenir aux conditions pour une reprise des négociations politiques afin d'aboutir à un processus de paix qui comportera une transition qui prendra du temps mais qui est indispensable.

Pour cela il faut un préalable et c'est le sens de la résolution que nous proposons au conseil de sécurité et qui demande ceci : arrêt des bombardements, arrêt des survols aériens et accès de l'aide humanitaire. Après, j'en suis convaincu, le processus reprendra de manière efficace.

Par ailleurs, nous nous inscrivons dans la perspective d'une Syrie unitaire et non d'une balkanisation de la Syrie comme cela est en train, peut-être, de se passer. Si Bachar al-Assad pense qu'il pourra défendre son pays en acceptant une partition de fait alors ce sera toujours la guerre. Ce sera toujours plus d'arguments pour les terroristes. Cela nous n'en voulons pas. Nous voulons une Syrie unitaire mais une Syrie laïque, non confessionnelle, une Syrie qui respecte les structures de l'État. Et, en même temps, une Syrie qui protège ses minorités et qui se dote d'institutions qui permettent la transition et la reconstruction de la Syrie. Je dis bien la reconstruction de la Syrie. Aujourd'hui, la Syrie est en partie détruite

avec ses villes magnifiques, patrimoines de l'humanité. Ce ne sont pas seulement ses habitants qui sont victimes de la guerre, mais aussi ce qui fait le patrimoine commun de ce pays. Il faut reconstruire la Syrie et pour le faire il faut la paix.

Et si nous avons la paix, alors nous prendrons nos responsabilités, notamment l'Union européenne, pour financer cette reconstruction mais la paix est un préalable. Et nous avons aussi comme objectif le retour des réfugiés car aujourd'hui, on parle beaucoup des réfugiés, en Europe - en Allemagne ou en France - mais ils sont aussi en Turquie (plus de deux millions et demi), au Liban (près de deux millions) et en Jordanie (1 million). J'en ai rencontré et ils vivent dans des conditions difficiles. Ils n'aspirent qu'à une chose : retourner dans leur pays. Mais pour y retourner, il faut la paix. Quand vous avez un pays dont près de la moitié de la population est partie à cause de la guerre alors il y a bien une réalité et nous ne pouvons pas l'accepter.

Nous continuerons de nous mobiliser avec toute notre énergie pour convaincre que la voie de la négociation est la voie de la sécurité pour l'avenir. Et la voie de la paix c'est la nôtre, il n'y en a pas d'autres. Cela veut dire beaucoup d'efforts, y compris sur nous-mêmes : c'est le sens du dialogue - et nous espérons y arriver car sinon il ne sert à rien de se parler.

Nous ne sommes pas de ceux qui disent que l'on ne parle plus avec les uns ni avec les autres, ce n'est pas notre option. Notre option c'est le dialogue et la négociation dans la clarté avec nos principes et nos convictions. C'est la position de la France. La France est un pays indépendant qui a sa politique, qui a ses convictions et qui parle avec le monde et c'est ce que nous faisons ici à Moscou aujourd'hui.

Source http://www.diplomatie.gouv.fr, le 11 octobre 2016

Source : https://www.vie-publique.fr/discours/200664-declaration-de-m-jean-marc-ayrault-ministre-des-affaires-etrangeres-et